



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

**DREAL-UD69-CB
DDPP-SPE-IG**

Arrêté préfectoral de refonte N°DDPP-DREAL 2026-64, commun aux bâtiments A et B de l'installation située avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre, abrogeant les arrêtés préfectoraux du 1^{er} août 2000, autorisant l'exploitation par la société SCI ENTREPOTS SAINT-LAURENT-DE-MÛRE des bâtiments A et B de l'installation, située avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.511-1, L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} août 2000 autorisant la société GEPRIM à exploiter une plate-forme logistique de stockage de biens manufacturés et de denrées agro-alimentaires, avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre (entrepôt A) ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} août 2000 autorisant la société GEPRIM à exploiter une plate-forme logistique de stockage de biens manufacturés et de denrées agro-alimentaires, avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre (entrepôt B) ;

VU le changement d'exploitant en date du 5 juin 2001 pour les activités exercées dans l'entrepôt A situé avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre, GEPRIM ayant été remplacée par la société EASYDIS ;

VU le changement d'exploitant en date du 23 novembre 2001 pour les activités exercées dans l'entrepôt B situé avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre, GEPRIM ayant été remplacée par la société EASYDIS ;

VU le changement d'exploitant en date du 22 septembre 2014 pour les activités exercées dans l'entrepôt A situé avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre, EASYDIS ayant été remplacée par la société SCI ENTREPÔTS Saint-Laurent-de-Mûre ;

VU le changement d'exploitant en date du 22 septembre 2014 pour les activités exercées dans l'entrepôt B situé avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre, EASYDIS ayant été remplacée par la société SCI ENTREPÔTS Saint-Laurent-de-Mûre.

VU le dossier de porter à connaissance SCI ENTREPÔTS Saint-Laurent-de-Mûre BÂTIMENT A déposé le 10 mai 2021 ;

VU le dossier de porter à connaissance SCI ENTREPÔTS Saint-Laurent-de-Mûre BÂTIMENT B déposé le 11 mai 2021 ;

VU le courrier de l'Inspection des Installations Classées du 18 août 2022 ;

VU le courrier de l'exploitant du 23 novembre 2022, répondant aux compléments demandés par l'Inspection des Installations Classées le 18 août 2022 ;

VU les éléments transmis à l'Inspection des Installations Classées lors de la visite du 11 décembre 2025 ;

VU le courrier de l'Inspection des Installations Classées du 31 décembre 2025 ;

VU le courrier de l'exploitant du 4 février 2026, répondant aux compléments demandés par l'Inspection des Installations Classées le 31 décembre 2025 ;

VU le rapport du 18 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 17 mars 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 30 mars 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées par l'exploitant et décrites dans les dossiers des 10 et 11 mai 2021 susvisés sont notables et qu'elles ont été portées à la connaissance de la préfète du Rhône ;

CONSIDÉRANT qu'il peut être donné une suite favorable aux demandes d'aménagements de l'arrêté préfectoral du 1er août 2000 autorisant l'exploitation de l'entrepôt A, et de l'arrêté préfectoral du 1er août 2000 autorisant l'exploitation de l'entrepôt B, sous réserve des modalités précisés dans le rapport du 18 février 2026 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il peut être donné une suite favorable à la demande de fusion des deux AIOT encadrés respectivement jusqu'alors par les arrêtés préfectoraux du 1er août 2000 susvisés, sous réserve des modalités précisées dans le rapport du 18 février 2026 susvisé ;

CONSIDÉRANT que certaines dispositions des arrêtés préfectoraux du 1er août 2000 modifié sont obsolètes au regard des références citées et de l'évolution du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, selon l'exploitant, la fonction de détection incendie peut être assurée par le système d'extinction automatique incendie ;

CONSIDÉRANT que, selon l'exploitant, les locaux de charge sont équipés d'un système de détection incendie assuré par le système d'extinction automatique incendie ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne constituent pas une extension rentrant dans le champ des projets soumis à évaluation environnementale systématique ou au cas par cas par dépassement de seuil ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de l'installation est compatible avec les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions fixées par le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement d'actualiser les prescriptions applicables à l'établissement composé des bâtiments A et B et d'abroger les arrêtés préfectoraux du 1^{er} août 2000 ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1- La société SCI ENTREPÔTS SAINT-LAURENT-DE-MÛRE est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-de-Mûre, dans l'enceinte de son établissement situé avenue du Maréchal Juin, composé des bâtiments A et B, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.

2- Les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} août 2000 autorisant la société GEPRIM à exploiter une plate-forme logistique de stockage de biens manufacturés et de denrées agro-alimentaires, avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre (entrepôt A) ,
- arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} août 2000 autorisant la société GEPRIM à exploiter une plate-forme logistique de stockage de biens manufacturés et de denrées agro-alimentaires, avenue du Maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mûre (entrepôt B) ,

3- Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux dossiers de demande et notamment les plans joints révisés déposés le 17 mai 1999, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

4- L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.

5- L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet dans les délais et les modalités fixées par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé, conformément à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 – Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

1.2 – Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

1.3 – Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage.

L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

1.4 – Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

2 – BRUIT ET VIBRATIONS

2.1 - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

2.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté.

2.3 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de l'article R.571-2 du code de l'environnement.

2.4 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5 - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

3 – AIR

3.1 – Captage et épuration des rejets

3.1.1 - Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

3.1.2 - Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives.

La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.

Les débouchés à l'atmosphère de ces dispositifs doivent être éloignés au maximum des habitations.

3.2 – Qualité des rejets

Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère : débit, concentration et flux, doivent être conformes aux normes réglementaires en vigueur.

3.3 – Identification des zones d'atmosphère explosive

L'exploitant identifie les « zones à atmosphère explosive » au sein de la zone de charge et prévoir, le cas échéant, les équipements associés prévus à l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 susvisé.

4 – EAU

4.1 – Consommation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

4.2 – Alimentation en eau Prélèvements

4.2.1 - Les prélèvements d'eaux dans le milieu naturel, hors réseau incendie, sont interdits.

4.2.2 - Protection des eaux

En cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion adapté.

4.3 – Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.

4.4 – Traitement des effluents liquides

4.4.1 – Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

4.4.2 – Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.

Le site sera aménagé de manière à permettre le confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ou du produit d'un déversement accidentel d'une substance polluante, et ce, pour un volume minimal de 2 000 m³. En cas d'incendie, les eaux d'extinction de l'entrepôt B non retenues dans l'entrepôt ou au niveau de sa cour seront dirigées vers la cour de l'entrepôt A.

4.4.3 – Eaux industrielles résiduelles

Les rejets d'eaux industrielles résiduelles sont interdits.

4.5 – Qualité des effluents

4.5.1 - Les effluents ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet. Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

4.5.2 - Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées respectent avant rejet au réseau d'assainissement collectif les valeurs suivantes :

Substances	Concentrations (mg/L)
MES	150
Hydrocarbures totaux	5

Les mesures sont réalisées selon les normes en vigueur.

4.6 – Conditions de rejet

4.6.1 - À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.6.2 - Les eaux pluviales seront dirigées vers le réseau public de collecte des eaux pluviales.

4.6.3 - Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

4.7 – Surveillance des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons ;
- des mesures directes.

4.8 – Prévention des pollutions accidentelles

4.8.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

4.8.2 – Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des produits inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol, que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

4.8.3 – Manipulation et transfert

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles précitées.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir ; elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.9 – Conséquence des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

5 – DÉCHETS

5.1 – Dispositions générales

5.1.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

Tous les déchets industriels spéciaux, générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.

5.2 – Récupération – Recyclage – Valorisation

5.2.1 - Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

5.2.2 - Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre... doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.

5.2.3 - Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

5.3 – Stockages

5.3.1 - Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols) ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

À cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés ; ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées.

5.3.2 – Stockages et emballages

Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

5.4 – Élimination des déchets

5.4.1 - Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.

L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'Inspection des Installations Classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'ils soient, est interdit.

6 – SÉCURITÉ

6.1 – Dispositions générales Contrôle de l'accès

6.1.1 - Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

6.1.2 – Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphère explosible ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

6.1.3 – Conception des bâtiments et des installations

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits manipulés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

6.1.4 - Les bâtiments A et B présentent les caractéristiques au feu suivantes :

- Murs séparatifs entre cellules coupe-feu degré 2 heures,
- Portes coupe-feu présentes au sein des murs coupe-feu de degré 1 heure,

Le pignon nord-est du bâtiment B est coupe-feu 2h sur toute sa hauteur et sur une longueur de 24 m mesurée à partir de l'angle est du bâtiment.

Règles de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

6.1.5 – Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur, dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre, dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

6.1.6 - Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

6.1.7 – Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

6.2 – Exploitation des installations

6.2.1 – Produits dangereux – Connaissance et étiquetage

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...), leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

6.2.2 – Surveillance et conduite des installations

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

6.2.3 – Consignes d'exploitation

Les opérations dangereuses font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs.

Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires,
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement ,
- les instructions de maintenance et nettoyage,
- les mesures à prendre en cas de dérive,
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

6.2.4 – Consignes de sécurité

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations,

Ces consignes précisent également :

- les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définies précédemment.

6.3 – Moyens d'intervention

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens se composent à minima :

- d'extincteurs repartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ainsi qu'un réseau de robinets d'incendie armés ,
- des poteaux d'incendie implantés conformément au plan PC B2 du 15 décembre 1999, joint au dossier de demande d'autorisation, associés à une réserve d'eau de 1 000 m³ ,
- un dispositif automatique de détection et d'extinction d'incendie (de type Sprinkler) associé à deux réserves d'eau de 450 m³ chacune.

La réserve d'eau de 1000 m³ devra être dotée de deux aires de 10 m x 4 m pour l'accueil de deux véhicules incendie. Chacune des aires équipées de deux raccords d'alimentation en eau de 100 mm de diamètre et un de 150 mm pour permettre leur utilisation par les secours.

Un plan d'implantation des cuves assurant la défense incendie du site sera tenu à la disposition des services d'Incendie et de Secours. Dans tous les cas, celles-ci devraient être utilisables même en cas de sinistre (éloignement du stockage ou projection par un mur coupe-feu).

6.4 – Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

6.5 – Zones de sécurité

6.5.1 – Dispositions générales

6.5.1.1 - Les zones de sécurité sont constituées par des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations ou d'incidents, un risque est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.

6.5.1.2 – Délimitation des zones de sécurité

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un plan de ces zones.

Ces zones de sécurité comprennent pour le moins des zones d'incendie, d'explosion ou de risque toxique.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

Les zones de sécurité sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux...). Si plusieurs zones de nature à risque différente coexistent sur un même emplacement ou installation, un seul marquage pourra être réalisé à la frontière de la zone de plus grande extension.

La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

L'exploitant doit pouvoir interdire l'accès de ces zones en cas de besoin.

6.5.1.3 – Dégagements

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

6.5.1.4 – Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux sont convenablement ventilés, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

6.5.2 – Dispositions complémentaires spécifiques à certaines zones de sécurité

6.5.2.1 – Zones « incendie »

L'exploitant établit et tient à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie.

Définition :

Les zones présentant des risques d'incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement et la sécurité.

Elles sont établies en tenant compte de la présence de substances inflammables ou combustibles, stockées ou employées, notamment dans des réservoirs, dans des bâtiments, sur des aires de stockage.

Isolement par rapport aux tiers

Les zones présentant des risques d'incendie sont isolées des constructions voisines appartenant à des tiers par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- Soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée ;
- Soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

Dégagements

Les portes s'ouvrent dans le sens de la sortie. Les dégagements sont répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 25 mètres ni aucun point distant de plus de 50 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

Détection incendie

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie et, sans préjudice des autres dispositions du présent arrêté, de systèmes d'extinction appropriés à chaque zone. Dans l'entrepôt B, le déclenchement de l'extinction automatique entraîne la fermeture par asservissement de la vanne de rétention des eaux de la cour de cet entrepôt et de celle de l'entrepôt A.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde ou télésurveillance par exemple).

En dehors des heures d'ouverture du site, cette alarme alerte la personne chargée de la surveillance du site.

La gestion de l'alerte après le déclenchement d'une alarme fait l'objet d'une procédure. Cette procédure est tenue à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

La surveillance de la zone incendie ne repose pas sur un seul poste de détection.

En ce qui concerne les détecteurs, une liste précise :

- leur nombre,
- leur emplacement,
- leur fonctionnalité,
- les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Tout incident ayant entraîné le déclenchement d'une détection donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Prévention

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc.). Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un permis de feu.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques incendie.

Désenfumage

Les structures fermées seront conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins naturellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

6.5.2.2 – Dispositions complémentaires spécifiques aux zones de risque d'atmosphère explosive

Définition et délimitation

Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosible peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Conception générale des installations

Les installations comprises dans ces zones sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

Matériel électrique

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le matériel électrique est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Dans ces zones, le matériel électrique protégé par une enveloppe antidéflagrante ou par surpression interne est conforme à un type ayant reçu un article d'agrément en application du décret n° 60.2958 du 28 mars 1960.

Le matériel électrique est en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est à remédier à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

Feux nus

Les feux nus sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils font l'objet d'un permis feu délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Les feux nus pour des activités d'emballage par thermo houssage sont réalisés après délivrance d'un permis feu dans les mêmes conditions que précédemment. Cette activité est réalisée dans une zone dédiée en l'absence de tout objet ou substance autre que la palette en cours de traitement. Le permis feu définit la superficie de cette zone.

Prévention des explosions

Les conditions d'exploitation sont telles que les appareils de fabrication, leurs canalisations de transfert et les stockages associés ne contiennent un ou plusieurs produits dans des conditions permettant à une explosion de se produire. Cette disposition doit être respectée en marche normale des installations, durant les périodes transitoires de mise en service et d'arrêt et durant les opérations de caractère exceptionnel. Il pourra être dérogé à cette disposition lorsque la conception du matériel et des dispositifs de protection associés, lui permet de résister à une explosion interne sans conséquence pour la sécurité des personnes ou l'environnement.

Détection gaz

Les détecteurs gaz sont du type à deux seuils d'alarme fonction d'un pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents, l'étalonnage est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.

Le franchissement du premier seuil entraînera, au moins le déclenchement des alarmes sonores et lumineuses perceptibles par les personnels d'exploitation et d'intervention, et l'augmentation de la ventilation lorsque l'incident se produit dans un local et que cette mesure est appropriée.

Poussières inflammables

L'ensemble de l'installation est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet. Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé. Ce nettoyage doit être effectué régulièrement.

Des mesures particulières d'inertage devront être prises pour la manipulation de poussières inflammables lorsqu'elles sont associées à des gaz ou vapeurs inflammables.

Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables ou explosibles est équipé d'un dispositif d'alarme de température ou tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

6.6 – Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

ARTICLE 3 – LES PRESCRIPTIONS DU PRÉSENT ARTICLE SONT APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

1 – Bâtiment de stockage

La plateforme logistique comprend :

- 3 cellules de stockage dans le bâtiment A et 2 cellules de stockage dans le bâtiment B,
- 2 locaux de charge pour les batteries des véhicules de manutention dans chacun des deux bâtiments ,
- Une chaufferie par bâtiment,
- Le local sprinkler (pompes + poste de contrôle),
- Les bureaux, sanitaires et locaux sociaux,

1.1 – Implantation

La distance séparant l'entrepôt de locaux habités ou occupés par des tiers, des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées présentant des risques d'explosion et au moins égale à 30 mètres.

1.2 – Conception

1.2.1 – Structure

1.2.1.1 – Généralités

La stabilité au feu de la structure de chaque bâtiment est d'au moins 30 minutes.
Le système de couverture des toitures des entrepôts satisfait la classe BROOF (t3).
Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.

1.2.1.2 - Séparation entre cellules

Les murs de séparation des cellules sont coupe-feu de degré 2 heures.
Les éventuelles portes de séparation sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule.

1.2.1.3 – Séparation cellule/autre local

Les murs de séparation de chaque cellule avec un autre local ou atelier sont coupe-feu de degré 2 heures.

Les portes de séparation sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de la cellule ou du local.
Le local sprinkler et la chaufferie ne comporte aucun accès aux cellules.

1.2.2 – Issues de secours

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leur accès convenablement balisé.

1.3 – Équipement

1.3.1 – Éclairage

Seul l'éclairage électrique est utilisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre le choc.

1.3.2 – Ventilation

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules.

1.3.3 – Chauffage

Les deux chaudières sont implantées à l'extérieur de l'entrepôt dans un local exclusivement réservé à cet effet. Le local chaufferie dispose d'une seule issue donnant vers l'extérieur.

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- Une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ,
- Un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible,
- Un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente,

Le bâtiment de stockage est chauffé par aérothermes à circulation d'eau chaude.

1.4 – Engins de manutention

Les engins de manutention sont appropriés aux risques présents dans les locaux qu'ils desservent ou traversent.

Les allées de circulation sont matérialisées au sol et dimensionnées en fonction de leur gabarit et de l'espace nécessaire pour leur manœuvre.

Lors de la fermeture de l'entrepôt, ces engins sont remisés soit dans un local spécial soit sur une aire matérialisée à cet effet.

Ils sont entretenus conformément aux prescriptions du constructeur.

Les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action de moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

Les chariots sans conducteur sont équipés de dispositifs de détection d'obstacle et de dispositifs anti-collision. Leur vitesse est adaptée aux risques encourus (plus lente, par exemple, dans les zones où sont entreposés des conteneurs souples).

1.5 – Surveillance

Avant la fermeture du dépôt, une visite de contrôle est effectuée dans tous les locaux de stockage. Les cellules seront protégées par une installation de détection automatique d'incendie, télé-surveillées en cas d'absence de présence humaine la nuit.

PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES SELON LES LOCAUX OU LE TYPE DE STOCKAGE

2- Cellules de stockage

Les cellules sont aménagées de telle sorte que la diffusion latérale des gaz chauds soit rendue impossible, par exemple par la mise en place d'écrans de cantonnement ayant une retombée de 1,15 m minimum.

Ces cellules sont considérées « zone de sécurité incendie ».

2.1 Exploitation

L'aménagement des stockages est fait de sorte que :

- La hauteur utile sous poutre reste inférieure à 10 mètres ;
- Les allées de circulation ont au minimum une largeur de 2,50 mètres.

L'isolement sera réalisé par un mur auto stable, coupe-feu de degré 2 heures avec dispositif éventuel d'intercommunication coupe-feu 1 heure, muni d'une fermeture automatique.

2.2 Exutoires de fumées

La toiture de l'entrepôt comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).

Parmi ces éléments, certains sont équipés de commandes automatiques et manuelles. Ces derniers couvrent au minimum 0,5 % de la surface totale de la toiture.

Les commandes manuelles sont accessibles depuis les sorties de secours et clairement identifiées.

3- Local de charges des accumulateurs

3.1 La charge des accumulateurs se fera dans l'un des locaux de charge spécialement réservés à cet effet. L'exploitation de ces locaux est assurée dans le respect des dispositions de l'arrêté du 29 mai 2000 susvisé, sous réserve des prescriptions énoncées dans le présent paragraphe 3.

3.2 Les ateliers de charge des accumulateurs seront construits en matériaux M0 et non surmontés d'étage.

Les ateliers de charge d'accumulateur seront isolés des cellules de stockage par un mur coupe-feu deux heures et des portes munies d'un ferme-porte et de degré EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Par dérogation à l'article 2.4.1 de l'arrêté du 29 mai 2000, les parois des locaux de charge donnant vers l'extérieur pourront ne pas présenter cette caractéristique coupe-feu.

Les locaux de charge sont équipés d'un système de détection et d'extinction automatique incendie.

Le sol de la zone sera étanche. Toutes dispositions seront prises pour récupérer rapidement de l'acide accidentellement répandu.

3.3 L'exploitant identifie les « zones à atmosphère explosive » au sein de la zone de charge et prévoit, le cas échéant, les équipements associés prévus à l'article 4.1 de l'arrêté du 29 mai 2000 susvisé.

3.4 Toutes dispositions seront prises pour éviter l'accumulation de mélange gazeux détonnant, au besoin une ventilation sera installée au-dessus des postes de charge.

3.5 La zone de charge ne devra avoir aucune autre affectation, en particulier il est interdit d'y installer un dépôt de matière combustible ou de procéder à des réparations sur les véhicules dont les accumulateurs sont en cours de chargement.

3.6 Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eaux, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à la zone de charge, il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

3.7 Les opérations de charge de batterie feront l'objet d'une consigne particulière dont un exemplaire sera affiché à proximité de la zone de chargement.

4. Stockage de gaz

La cellule utilisée est considérée comme « zone de risque d'atmosphère explosive » (en plus « zone de sécurité incendie »).

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Laurent-de-Mûre et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Laurent-de-Mûre, pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Laurent-de-Mûre fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société SCI ENTREPOTS SAINT-LAURENT-DE-MÛRE au 43, Avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS) à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Laurent-de-Mûre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SCI ENTREPOTS SAINT-LAURENT-DE-MÛRE.

Lyon,
Le 22 avril 2026
Pour la préfète,

La sous-préfète,
Secrétaire générale adjointe
Judith HUSSON

Signé électroniquement par
Judith HUSSON

ANNEXE I : CLASSEMENT ICPE

Rubrique	Intitulé	Volume	Régime
1450	<p>Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t</p>	<p><u>Quantité maximale stockée</u> : 4 t</p>	A
1510-2-a	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	<p><u>Bâtiment A</u> : 250 000 m³ <u>Bâtiment B</u> : 193 000 m³</p>	E
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion(*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Deux chaudières de puissance unitaire de 1,52 MW dans le bâtiment A Deux chaudières de puissance unitaire de 0,94 MW dans le bâtiment B</p> <p><u>Puissance thermique maximale de courant continu utilisable</u> : 4,92 MW</p>	D.C

2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	<u>Puissance maximale de courant continu utilisable : > 50 kW</u>	D
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation [...] étant : 2. Pour les autres installations a) Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	<u>Stockage maximal : 34,99 t</u> (20 t maximum par bâtiment)	D.C
4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³	<u>Quantité maximale présente : 68,8 m³</u>	D.C

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D.C : Déclaration avec Contrôle périodique ; D : Déclaration

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2026-64
Pour la préfète,

La sous-préfète,
Secrétaire générale adjointe
Judith HUSSON

Signé électroniquement par
Judith HUSSON
Le 22 avril 2026

ANNEXE II BRUIT

1 – VALEURS LIMITES

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins, visés à l'article 2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant ;

PÉRIODE	NIVEAUX DE BRUIT ADMISSIBLES EN LIMITE DE PROPRIÉTÉ	VALEUR ADMISSIBLE DE L'ÉMERGENCE DANS LES ZONES À ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE
Jour : 7h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Point 1 : 69 dBA Point 2 : 61 dBA Point 3 : 69 dBA	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	Point 1 : 64 dBA Point 2 : 50 dBA Point 3 : 58 dBA	3

2 – CONTRÔLE DES ÉMISSIONS SONORES

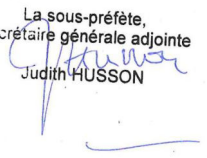
2.1 – Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées.

2.2 – Cette mesure doit être effectuée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Elle est effectuée auprès des organismes suivants :

Points 1, 2 et 3 tels que définis page 40, partie B2 du dossier de demande d'autorisation.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2026-64
Pour la préfète,

<p>La sous-préfète, Secrétaire générale adjointe Judith HUSSON</p>  <p>Signé électroniquement par Judith HUSSON Le 22 avril 2026</p>
--